



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

# SOMMAIRE

◆ ÉDITO	3
◆ LE PLANNING FAMILIAL : un mouvement local, national et international	4
◆ LA VIE MILITANTE : penser, agir, contribuer	6
◆ LE SITE INTERNET ET LE NUMÉRO VERT : Contraception – IVG – Sexualités	8
◆ LES PERMANENCES D'ACCUEIL et les consultations médicales	10
◆ L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ : vers une égalité filles-garçons ?	12
◆ FORMATIONS : dans la continuité et l'adaptation	13
◆ AUPRÈS DES PARENTS ET DES ENFANTS : le Prodas et l'accompagnement à la parentalité	14
◆ LE PLANNING FAMILIAL dans les 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> arrondissements de Marseille	16
◆ AUPRÈS DES MINEUR·E·S SOUS MAIN DE JUSTICE : des actions de prévention	18
◆ HANDICAP ET ALORS ? Promouvoir l'éducation à la sexualité et lutter contre les violences	19
◆ PARTENARIATS : pour agir face aux situation de précarité	20
◆ LES ACTIONS DU PLANNING FAMILIAL dans les Bouches-du-Rhône	21
◆ LE BILAN FINANCIER	22

## NOS PERMANENCES D'ACCUEIL ET D'ÉCOUTE SANS RENDEZ-VOUS

### MARSEILLE

**Au 106, boulevard National 13003 – tél. : 04.91.91.09.39**

- ◆ Lundi de 10h à 12h et de 14h à 18h
- ◆ Mardi à jeudi de 14h à 18h
- ◆ Vendredi de 14h à 17h

### AIX-EN-PROVENCE

**Au CIVG de l'hôpital d'Aix : 1, avenue des Tamaris 13100 – tél. : 04.42.33.56.85**

- ◆ Lundi à vendredi de 14h à 15h30
- ◆ Consultation médicale et prescription d'une contraception : les mercredis après-midi sur rendez-vous

**À l'Espace jeunesse : 7, avenue Aristide-Briand 13100 – tél. : 04.42.21.10.73**

- ◆ Mercredi de 14h30 à 17h30 (sauf vacances scolaires)

### SALON-DE-PROVENCE

**À la Maison des adolescents : 94, rue Labadie 13300 – tél. : 04.90.56.78.89**

- ◆ Mercredi de 13h30 à 16h30

### ISTRES

**À la Maison régionale de santé, centre tertiaire « La Pyramide »  
2<sup>e</sup> étage, place Champollion 13800 – tél. : 04.13.29.56.10**

- ◆ Les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> mercredis du mois de 14h à 17h

**0 800 08 11 11** Service & appel  
anonymes et gratuits

**Contraception – IVG – Sexualités**

## CONSTAT DE VIOLENCES, REFUS D'IMPUISSANCE

**Augmentation de la précarité et des situations de violence, sentiment d'impuissance et d'inadéquation des services publics et associatifs : telle est la réalité de la société à laquelle le Planning Familial 13 est confronté.**

En ces temps où fracture sociale et inégalités assombrissent le quotidien, beaucoup de jeunes perçoivent leur avenir comme bloqué. La désillusion frappe les professionnel-le-s de l'éducation et de l'action sanitaire et sociale. Face à l'impuissance des services sociaux à proposer des solutions adéquates aux personnes concernées par des situations de violence, de précarité ou de fragilité relationnelle et familiale, le Planning Familial 13 dresse un constat empreint d'inquiétude.

Le travail d'écoute et d'accompagnement par les professionnel-le-s du Planning 13 s'en trouve modifié, demandant plus de temps, plus d'outils, avec des résultats parfois frustrants, par manque de ressources à mobiliser. Les défis sont grands, sociétaux, écologiques, migratoires. Des changements de société justes et innovants, qui tiennent compte des besoins des personnes et des recommandations des acteurs sociaux, sont nécessaires.

### **Un Planning Familial vivant et mobilisé**

En 2018, le Planning Familial 13 a été soutenu par ses partenaires financiers (ARS, Conseil départemental 13, Région Sud). Cela lui a permis de rester solide sur ses actions de base : l'accueil, la formation, les actions auprès de la jeunesse. En interne, il a vécu une passation de présidence et une passation de direction. Il achève également une longue phase d'écriture de son projet associatif\* qui doit lui permettre d'aborder avec clarté les prochaines années.

Fin 2018, le Planning Familial 13 a été interpellé publiquement – par la presse et sur internet –, parfois très violemment, sur des questions qui traversent à la fois son Mouvement et aussi beaucoup d'autres associations : le féminisme, la laïcité, l'intersectionnalité et la gouvernance.

Le Planning Familial 13, avec ses militant-e-s, salarié-e-s, bénévoles, élu-e-s, reste plus que jamais partie prenante des réflexions sur les différentes oppressions qui concernent les femmes, notamment quand elles sont racisées, lesbiennes ou en situation de handicap. C'est au travers de ces réflexions menées collectivement que le Planning 13 essaie de mettre en œuvre et de conserver des modes de fonctionnement et de travail ouverts, bienveillants et sans jugement. Il continuera d'être présent dans le département à travers son centre de santé sexuelle, ses permanences d'écoute, ses actions de formation, ses missions dans l'éducation à la sexualité auprès de tous les publics, en particulier les plus vulnérables et les plus discriminés.

En 2019, le congrès national du Mouvement Français pour le Planning Familial sera l'occasion de renforcer notre mobilisation autour de nos valeurs socles : la liberté, l'égalité, les solidarités.

---

\*Projet associatif à lire courant 2019 sur [www.leplanning13.org](http://www.leplanning13.org)



# LE PLANNING FAMILIAL

## un mouvement local, national et international

Mouvement d'éducation populaire, féministe et militant, le Planning Familial défend le droit à la contraception, à l'avortement, à l'éducation à la sexualité. Il dénonce et combat toutes les formes de violence, les discriminations et les inégalités sociales. Le Planning Familial s'inscrit dans une approche positive de la sexualité qui associe étroitement bien-être, réduction des risques, et prise en compte des rapports de genre.



Stand du Planning Familial 13 à la faculté de lettres d'Aix-en-Provence



### 1 Le Planning Familial 13 : une association départementale

Créé en 1962, le Planning Familial 13 regroupe 32 salarié·e·s – en majorité des conseillères conjugales et familiales –, une petite équipe de gestion, des médecins et sage-femme, douze comédien·ne·s et une vingtaine de militant·e·s bénévoles régulier·ère·s qui mènent des actions sur le terrain auprès de 24 000 personnes.



### 2 La fédération régionale

La fédération réunit les cinq associations départementales du Planning Familial en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les Hautes-Alpes, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Var et le Vaucluse. Celles-ci se réunissent pour réfléchir ensemble à leur pratique, mais aussi pour se former, se soutenir et monter des projets régionaux.



### 3 La confédération nationale

Créée en 1956 sous le nom « La Maternité heureuse », l'association a été créée par des femmes et des hommes bien décidé·e·s à faire changer la loi de 1920 qui interdisait l'utilisation et la diffusion de tout moyen contraceptif en France. En 1960, l'association est devenue le Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) dit « Le Planning Familial ». La confédération est aujourd'hui constituée de l'ensemble des associations départementales, régionales et d'Outre-mer.



### 4 À l'échelle internationale

La confédération du Planning Familial est membre depuis 1960 de l'*International Planned Parenthood Federation* (IPPF). Créé en 1952, l'IPPF est un réseau mondial de 151 associations qui se mobilise pour que les droits en matière de sexualité et de reproduction soient considérés comme des droits humains fondamentaux.

## RECUEILLIR DES DONNÉES À L'ÉCHELLE NATIONALE

En tant que tête de réseau, la confédération nationale du Planning Familial a pour mission d'avoir une vision aussi exhaustive que possible de l'activité des associations départementales qui la composent. Il s'agit d'un enjeu politique important car cela permet de visibiliser, en particulier auprès des institutions et des responsables politiques, les besoins en santé sexuelle non couverts sur le territoire national et de relayer les difficultés que les associations identifient sur le terrain.

C'est pour répondre à cet enjeu que le Planning Familial a développé un outil de recueil de données en ligne, afin de construire sur le long terme un observatoire de la santé sexuelle.

Cet outil vise en premier lieu à faciliter l'exploitation des données par les associations départementales, pour les aider à rendre compte aux financeurs et pour les guider dans leurs pratiques. De plus, il permet de visibiliser la diversité des champs d'intervention et des pratiques du Planning Familial, ainsi que la couverture territoriale de son réseau national en ville comme en zone rurale et dans les départements d'Outre-mer.

Un de ses autres objectifs est le recueil des besoins en santé sexuelle, à partir des actions du Planning Familial qui permettent chaque année de rencontrer des milliers de personnes, en vue de fournir des indications sur les freins et les leviers concernant l'accès à la santé sexuelle.

Un groupe de travail national s'est réuni à plusieurs reprises durant l'année 2017

pour concevoir ce dispositif. Ce travail a été mené en collaboration avec les différentes associations départementales afin de recueillir leurs propositions, leurs questions, leurs demandes et pour les accompagner dans l'appropriation de cet outil.

**Le Planning 13 est une des premières association départementale du Planning Familial à l'avoir mis en place et à avoir pu faire bénéficier le groupe de travail national de sa banque de données.**

Mis en ligne en janvier 2018, le recueil de données du Planning Familial est à ce jour en phase de déploiement. Il est actuellement utilisé par trente-trois associations départementales. Au 30 mars 2019, plus de 31 000 actions ont été renseignées dans sa base de données. Les premiers résultats, produits par une équipe scientifique composée de chercheurs, seront rendus publics lors d'un colloque au ministère de la Santé le 14 juin 2019 intitulé : « La santé sexuelle dans tous ses états ».

## LE RECUEIL DE DONNÉES DU PLANNING FAMILIAL EN 2018

♦ Une équipe nationale de 3 personnes qui a recensé les besoins des associations départementales, les a mobilisées et formées afin d'adapter l'outil au contexte local de chacune

♦ Un groupe de suivi issu du comité de pilotage ayant co-construit l'outil de recueil de données

♦ Un comité d'accompagnement scientifique

♦ 33 associations départementales participantes dans 11 régions



Interface de l'outil de recueil de données du Planning Familial

## penser, agir, contribuer

### PARTENARIATS

Cinéma Le Gyptis  
Collectif aixois pour l'égalité  
femmes-hommes  
Collectif Idem  
EFIGIES Aix-Marseille  
ENDomind  
L'Équitable Café  
MIGTRAV

### QUELQUES ÉVÉNEMENTS EN 2018

#### — À MARSEILLE

- ♦ **21 mars** : projection-rencontre de *My body my rules* au KLAP, Maison pour la danse, dans le cadre du festival « +DEGENRES »
- ♦ **20 avril** : projection de *Jusqu'à la garde*, de Xavier Legrand, suivie d'un débat sur les violences faites aux femmes, au Gyptis
- ♦ **Du 22 mai au 11 juin** : festival « Une Quinzaine, des féminismes #4 » en partenariat avec l'Équitable café

Affiche du festival  
« Une Quinzaine, des féminismes »  
— 4<sup>e</sup> édition



Développer la présence politique et maintenir une vie associative riche nécessitent du temps, de l'engagement et la création d'espaces communs entre militant·e·s, salarié·e·s et non-salarié·e·s. Cette dynamique a permis en 2018 de nombreuses initiatives : réunions d'accueil régulières, soirées-débats, parcours de formation, soutien au festival « Une Quinzaine, des féminismes », avec en toile de fond un important travail de réflexion sur le projet associatif du Planning 13.

En 2018, la vie associative a été particulièrement marquée par la poursuite du travail sur le projet associatif et par une formation à destination des militant·e·s.

Cette formation d'une quarantaine d'heures, intitulée : « Et au Planning, vous en pensez quoi ? », a permis d'approfondir les questions de fond du Planning Familial : principes d'actions, regards portés sur l'avortement, féminismes, discriminations croisées... L'objectif était de pouvoir faciliter la prise de parole en public de chacun·e des militant·e·s au nom du Planning 13.

La question de la gouvernance s'est imposée à la fois lors de cette formation et dans le travail sur le projet associatif. Elle nécessite de réfléchir en profondeur les questions de fonctionnement, de modalités de prises de décisions et de positions, du « comment travailler et militer ensemble », en cohérence avec les principes de l'association et à tous les niveaux : avec les usager·ère·s, partenaires, administrateur·trice·s, bénévoles, salarié·e·s. Ce vaste chantier reste à l'ordre du jour et se poursuit en 2019.

### Mise à jour du projet associatif du Planning 13

En tant que membre de la confédération nationale du Mouvement Français pour le Planning Familial, le Planning 13 inscrit son projet associatif dans le cadre des orientations votées lors des congrès nationaux. À partir de ce cadre et en prenant en compte le contexte local, le Planning 13 a pu décliner ses orientations stratégiques, analyser les pressions internes, positives et négatives, ainsi que les risques et les opportunités potentiels. Cela lui a permis de partager et de consolider ses fondamentaux, de redéfinir sa vision et ses missions principales ainsi que les principes qui guident son action : « afin de mener à bien ses missions et de prendre en compte, de visibiliser et de lutter contre les différents systèmes d'oppressions et leurs multiples imbrications, le Planning 13 mobilise l'approche centrée sur la personne, la réduction des risques, les principes de l'éducation populaire et un féminisme non essentialiste ».

### ET ENCORE EN 2018....

#### Des événements publics

Comme les années précédentes, le Planning 13 a organisé des soirées thématiques dans ses locaux et a participé à des événements publics : débats, projections avec des partenariats réguliers à Marseille comme Le Gyptis et L'Équitable café. Depuis octobre 2016, L'Équitable café et le Planning 13 s'associent pour soutenir le festival « Une Quinzaine, des féminismes ». Ce festival est né de la volonté de porter des réflexions dans des lieux publics à Marseille sur les rapports de domination, leurs imbrications et leurs croisements.

#### L'accueil des bénévoles

Un petit groupe de personnes assure l'accueil des personnes qui souhaitent militer au Planning 13. Quinze personnes ont ainsi été rencontrées individuellement ou collectivement en 2018. Elles se sont fait connaître par un mail, un passage dans les locaux, lors d'un événement ou par un petit mot dans leur bulletin d'adhésion.

## Caisse de solidarité pour les avortements hors délai

En France la loi fixe le délai pour l'IVG à trois mois de grossesse. Au-delà, une personne qui souhaite arrêter sa grossesse est obligée d'aller à l'étranger, dans les pays où les délais sont plus longs. Cette démarche engendre bien souvent des obstacles : difficulté pour trouver comment et où faire l'avortement, difficultés matérielles vis-à-vis du travail, de la garde d'enfants ou de la confidentialité. L'avortement à l'étranger a aussi un coût financier : en Espagne, l'IVG coûte entre 800 et 1 200 €.

Régulièrement lors des permanences du Planning 13, les conseillères reçoivent des personnes qui sont hors des délais français pour avorter : en 2018, elles ont ainsi reçu 58 appels au numéro vert et une soixantaine de personnes à la permanence de Marseille. Parmi ces femmes, certaines sont dans l'incapacité de payer les frais (avortement, transport, hébergement). C'est pourquoi nous avons mis en place une **caisse de solidarité**, où 7 200 € ont été collectés et ont été donnés aux femmes qui en avaient besoin pour avorter.



## Le réseau de solidarité « Accompagnements IVG »

Créé fin 2015, ce réseau est toujours actif. En 2018, il a permis à six femmes d'être accompagnées à l'hôpital et de ne pas se rendre seules à leurs rendez-vous IVG.

♦ **13 juin** : Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence avec la présence de Jules Valquet, autrice de l'ouvrage *Pax Neoliberalia*, avec le collectif Migration et Travail (MIGTRAV) et EFIGIES Aix-Marseille

♦ **26 juin** : Endosoirée - Projection de *Endométriose, une maladie qui sort de l'ombre* de Claire Chognot en partenariat avec ENDOmind suivi d'un groupe d'échanges

♦ **19 septembre** : projection-débat de *On ne naît pas homme, on le devient*, dans le cadre d'un cycle de projections documentaires organisé par Peuples et Cultures Marseille, au Vidéodrome 2

♦ **16 et 17 novembre** : « Avortement, un combat permanent » — concerts, projections, discussions en soutien aux brésiliennes (cf. affiche ci-contre)

## — À AIX-EN-PROVENCE

♦ **3 mars** : soirée « Femmes en lutte pour l'égalité des droits » à la Cité du livre

♦ **17 mars** : stand sur l'action « Luttons ensemble pour les droits des femmes d'ici et d'ailleurs » à la Rotonde et émission sur Radio-Zinze

♦ **16 et 17 novembre 2018** : cercles de silence pour dénoncer les violences faites aux femmes

## REMISE À NEUF DU SITE DU PLANNING FAMILIAL 13

[www.leplanning13.org](http://www.leplanning13.org)



Page d'accueil du nouveau site internet du Planning 13

Depuis plus de deux ans, une équipe de militant·e·s bénévoles travaille sur la refonte complète du site internet du Planning Familial 13. Le nouveau site est sorti en avril 2018 : plus lisible, plus facile à utiliser, il présente l'ensemble des activités et des actualités militantes de l'association.



# LE SITE INTERNET ET LE NUMÉRO VERT

## Contraception – IVG – Sexualités

### PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)  
Département des Alpes-Maritimes  
Département des Bouches-du-Rhône  
Département du Vaucluse  
Région Sud

### PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

**18 acteurs mobilisés dans le comité de pilotage du site internet :**

Agence régionale des missions locales (ARML)  
Agence régionale de santé (ARS)  
Centre régional d'information jeunesse (CRIJ PACA)  
Comité régional d'éducation pour la santé (CRES)  
Comité régional de lutte contre le VIH (COREVIH)  
Départements des Alpes-de-Hautes-Provence, des Hautes-Alpes, des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, du Var, du Vaucluse  
Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) des académies d'Aix-Marseille et de Nice  
Région Sud  
Réseau Méditerranée  
Services interuniversitaires de médecine préventive et de promotion de la santé des universités d'Aix-Marseille, de Toulon et de Nice (SIUMPPS)

Page d'accueil du site [www.parlons.sexualites.fr](http://www.parlons.sexualites.fr)



### SITE INTERNET

[www.parlons-sexualite.fr](http://www.parlons-sexualite.fr)

Depuis fin 2017, l'équipe du Planning Familial 13 et dix-huit acteurs de la région travaillent sur la refonte complète du site [www.parlons-ici.org](http://www.parlons-ici.org).

Rebaptisé [www.parlons-sexualites.fr](http://www.parlons-sexualites.fr), ce nouveau site est actif depuis le 25 avril 2019. Principalement destiné aux jeunes de moins de 25 ans, le site et sa navigation ont été pensés pour les modes et les outils de communication de ce public : depuis un *smartphone*, par messagerie instantanée (tchat), avec des publications sur Facebook et Instagram. Le graphisme, les modalités de navigation et les contenus ont été conçus avec leur aide.

Ce site internet a pour ambition d'apporter des informations de qualité, actualisées et non-jugeantes sur la sexualité, la contraception, les IST, etc. Il permet également d'orienter les internautes vers les structures d'accueil et les professionnel-le-s qui peuvent les accompagner dans leur parcours de santé sur le territoire régional.

Pour faciliter l'accès aux lieux ressources de la région, le site propose :

- **des informations précises et concises**, accessibles via un puissant moteur de recherche, un menu et une liste de questions les plus fréquemment posées ;

- **une rubrique spéciale sur les droits des jeunes** : confidentialité, accès aux soins, dispositif Pass santé plus ;

- **une carte interactive** permettant de géolocaliser en quelques clics les lieux ou les personnes ressources à proximité : centres de dépistage, centres de planification, professionnel-le-s de santé libéraux-les, médecins, gynécologues, sages-femmes... ;

- **différentes modalités de mise en lien avec les conseillères** : messagerie instantanée, mail, téléphone et rappel pour faciliter une prise de contact rapide. Par écrit ou à l'oral, les conseillères sont capables d'accompagner et d'écouter les personnes sur leurs questionnements. Celles-ci peuvent ainsi être orientées et accompagnées selon leurs besoins.

Pour une **consultation confidentielle**, il existe une fonctionnalité qui permet de quitter le site en un clic.

La diffusion internet et la communication du site seront assurées via les réseaux sociaux et par l'animation et l'actualisation régulière des informations et des articles. Des réunions de pilotage seront organisées tous les six mois pour assurer une veille et amener une réflexion sur les évolutions à apporter à cet outil.

Support de communication du site [www.parlons-sexualites.fr](http://www.parlons-sexualites.fr)



**PARLONS SEXUALITÉS**  
**Corps, sentiments, contraception, IVG, violences, et si on en parlait...**

**0800 08 11 11**  
 du lundi au samedi de 9h à 20h  
 service & appel anonymes et gratuits

**tchat et email**  
 anonyme et gratuit

**prendre rendez-vous**  
 avec un-e professionnel-le  
 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

ars  
 RÉGION SUD  
 PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR  
 le planning familial

[www.parlons-sexualites.fr](http://www.parlons-sexualites.fr)

## NUMÉRO VERT 0800 08 11 11

**Gratuit, confidentiel, accessible du lundi au samedi de 9h à 20h.**

Les personnes qui appellent ce numéro unique peuvent entrer le numéro de leur département et sont alors dirigées automatiquement vers les écoutant-es des Plannings Familiaux de leur région. Les conseiller-ère-s les écoutent, les informent et les orientent de manière précise en fonction de leur situation personnelle, sociale et géographique.

Le travail de communication sur ce numéro vert lors de nos actions de sensibilisation et lors de nos interventions scolaires a permis de faire connaître ce dispositif auprès des professionnel-le-s et des jeunes. Le fait qu'il soit relayé sur le site du gouvernement [www.ivg.gouv.fr](http://www.ivg.gouv.fr) permet également de lui donner une forte visibilité sur internet. Cela est important car c'est le plus souvent sur internet que les personnes trouvent ce numéro. Cela permet ainsi d'agir contre les lignes anti-IVG qui propagent de fausses informations pour inquiéter et dissuader les femmes dans leur choix d'avorter.

Le numéro vert est un outil important de prévention et d'aide à distance en santé pour :

- **accompagner les personnes :**
  - sans juger leurs choix, avec une écoute centrée sur la personne prenant en compte leurs ressentis, leurs doutes, leurs croyances et leurs besoins ;
  - en leur donnant les informations nécessaires pour réduire les risques d'IST, de grossesses non désirées et de violences ;

- **favoriser l'accès aux droits, en mutualisant et développant des ressources en santé sexuelle.** Le dispositif du numéro vert permet de travailler en lien avec différent-e-s acteur-trice-s du territoire pour offrir un service de qualité à toutes et tous, quelle que soit sa situation sociale et économique.

Les personnes font parfois part aux écoutant-e-s de leurs préoccupations concernant le coût des soins : « combien va-t-il falloir que je paie ? », « je n'ai pas de sécurité sociale », « on m'a fait payer 90 € pour l'échographie ».

Les conseillères les informent sur leurs droits : « vous pouvez demander la dispense d'avance de frais au médecin », « il existe des services spécialisés (permanence d'accès aux soins de santé) pour ouvrir vos droits afin que votre IVG soit prise en charge », « vous pouvez signaler à l'assurance maladie ces dépassements d'honoraires car la loi l'interdit ».

Du côté des professionnel-le-s, le Planning 13 s'efforce de les sensibiliser sur les dispositifs existants pour assurer la gratuité aux jeunes (contraception pour les 15-18 ans, PASS santé plus) ou sur les procédures à suivre pour garantir la prise en charge à 100% de l'IVG. Les pratiques tarifaires des professionnel-le-s de santé (secteur 1 ou 2, tiers payant...) sont recensées dans une base de données permettant d'adapter les orientations et d'accompagner au mieux les personnes en situation de précarité, pour éviter qu'elles soient exclues des systèmes de soin.

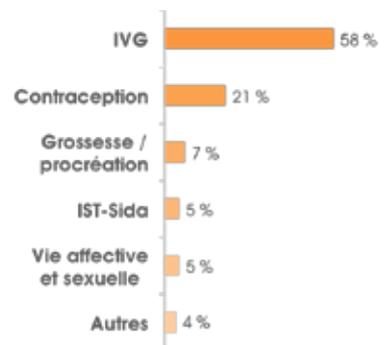
♦ **3 757 appels** traités dont **3 497** depuis la région Paca

♦ **47 % des appelant-e-s** âgé-e-s de **moins de 25 ans**

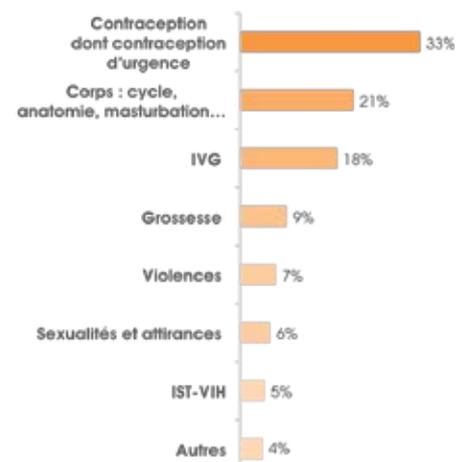
♦ **22 120 visites** sur le site internet

♦ Environ **2 questions** quotidiennes par mail

### ♦ MOTIF DES APPELS



### ♦ THÉMATIQUES DES QUESTIONS PAR MAIL



### ♦ PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)  
 Région Sud

### ♦ PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

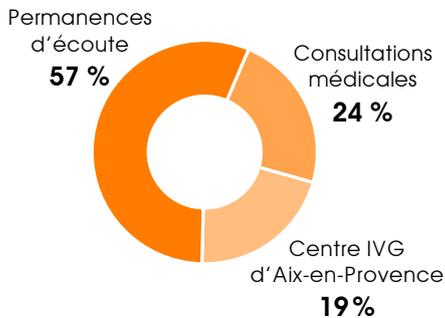
Associations départementales  
 du Planning Familial 05, 06, 83, 84  
 Confédération du Planning Familial



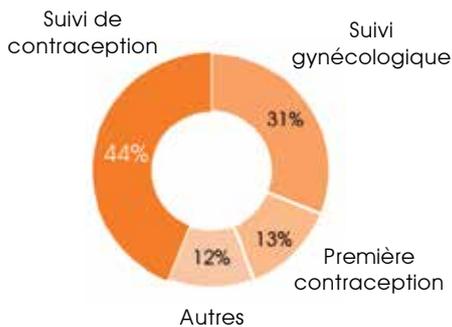
# LES PERMANENCES D'ACCUEIL

## et les consultations médicales

◆ 6 008 PERSONNES ACCUEILLIES



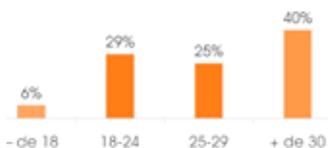
◆ MOTIFS PRINCIPAUX DES 1 458 CONSULTATIONS MÉDICALES À MARSEILLE



◆ MOTIFS PRINCIPAUX EN PERMANENCES D'ÉCOUTE



◆ ÂGE DES PERSONNES REÇUES POUR DES ENTRETIENS VIOLENCES



Les conseillères du Planning Familial 13 reçoivent les personnes de façon anonyme, gratuite et confidentielle, sur des questions de vie relationnelle, affective et sexuelle dans quatre villes et six lieux du département.

Dans ces lieux d'écoute, d'information, de prévention, d'orientation et d'accompagnement ouverts à tou-te-s sans rendez-vous, les conseillères conjugales et familiales (CCF) reçoivent du public pour une demande de contraception, un test de grossesse, une IVG, des questions sur l'orientation sexuelle, les relations de couple, la virginité, la sexualité, les IST, le VIH, les violences, la maternité...

Formées à l'écoute selon Karl Rogers, les CCF pratiquent une écoute active, bienveillante, centrée sur la personne. Prenant en considération les demandes et les savoirs des personnes reçues, dans le respect des différences, des choix, et des libertés de chacun-e, elles accompagnent les personnes vers leurs propres solutions dans un objectif de réduction des risques.

À Marseille, les personnes peuvent bénéficier d'une consultation médicale pour un suivi de contraception ou de gynécologie. **En 2018, 1 058 personnes ont fréquenté le cabinet médical, pour 1 458 consultations.** 39% des patientes ont bénéficié de la prise en charge financée par le Conseil départemental, par souhait de confidentialité ou pour absence de droits ouverts à la sécurité sociale.

**3 061 personnes ont été reçues pour un entretien avec une CCF à la permanence de Marseille.** Une soixantaine de femmes sont venues pour une IVG hors délai, possible à l'étranger mais avec un coût important. Pour quinze d'entre elles, le Planning 13 a dû faire appel à son réseau de solidarité financière (voir p. 7 « Caisse de solidarité »).

## VIOLENCE ET PRÉCARITÉ, DES SUJET DE PLUS EN PLUS FRÉQUENTS

En 2018, une centaine de femmes sont venues au Planning Familial 13 pour parler des violences subies : violences de couple, violences sexuelles, mariages forcés... C'est de plus en plus souvent le motif principal d'entretien.

De même, la question de la précarité est de plus en plus présente dans les échanges avec les conseillères. Auparavant, les femmes qui venaient au Planning 13 pour des questions de santé sexuelle abordaient peu les difficultés connexes qu'elles pouvaient rencontrer.

Aujourd'hui, les conditions de vie difficiles et les services sociaux submergés amènent de plus en plus de femmes en difficulté à venir au Planning 13. Elles parlent de la vie dans la rue, en hébergement précaire, du manque de nourriture, de vêtements ou de couches pour leurs enfants. Pour faire face à ces situations personnelles complexes, le Planning 13 s'efforce de renforcer ses partenariats avec les services sociaux et les associations du territoire : Médecins du Monde, SOS femmes, Osiris, Autres Regards, etc.

Entretien au Planning 13 avec une conseillère



© Benjamin Béchet / Picturetank

## AU CENTRE IVG À L'HÔPITAL D'AIX-EN-PROVENCE



Depuis plus de quarante ans, les conseillères proposent accueil, écoute et accompagnement aux femmes en demande d'IVG à l'hôpital d'Aix-en-Provence. On pourrait penser que de nos jours l'accès à l'IVG est une chose acquise et qui ne pose aucune difficulté. Pourtant en 2018 la récurrence de demandes urgentes à plus de onze semaines de grossesse et de femmes ayant essuyé un refus de prise en charge dans un autre département nous démontre le contraire.

## À L'ESPACE JEUNESSE D'AIX-EN-PROVENCE

La permanence à l'Espace jeunesse d'Aix-en-Provence est l'un des rares lieux d'accueil du centre-ville qui offre la possibilité aux collégien-ne-s, lycéen-ne-s, étudiant-e-s des établissements proches, de parler de santé sexuelle et de toutes formes de violence, de faire un test de grossesse et de réfléchir au choix d'une IVG. Cette année, nous avons été sollicitées par des jeunes femmes en situation d'urgence (violence de couple, mariage forcé) que nous avons accompagnées puis orientées vers nos partenaires.



## À LA MAISON DES ADOLESCENTS DE SALON-DE-PROVENCE



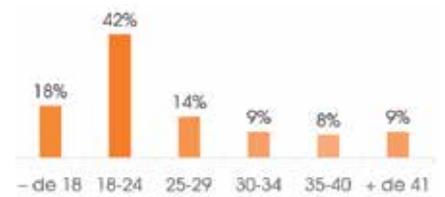
Chaque mercredi après-midi, une permanence d'accueil se tient dans les locaux de la Maison des adolescents (MDA 13 Nord) à Salon-de-Provence. Ce lieu est très fréquenté par les jeunes de 11 à 25 ans qui viennent pour une écoute, un accompagnement ou un suivi par une équipe pluridisciplinaire. En 2018, les entretiens concernaient plus que d'ordinaire les violences physiques et/ou à caractère sexuel.

## À LA MAISON RÉGIONALE DE SANTÉ D'ISTRES

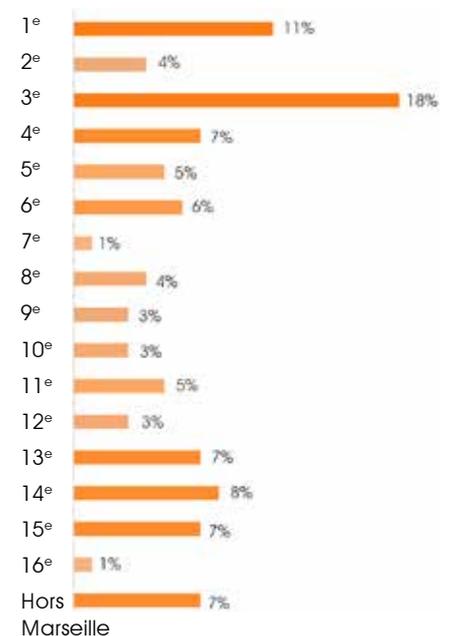


La permanence à la Maison régionale de santé d'Istres a lieu les deuxièmes et quatrièmes mercredis du mois et accueille principalement des personnes jeunes, scolarisé-e-s ou non, souvent précarisé-e-s. En grande majorité, elles connaissent l'existence de la permanence grâce au travail de partenariat et de réseau entrepris depuis cinq ans sur le territoire. Les demandes d'entretien et d'accompagnement sont nombreuses.

### 🔥 ÂGE DES PERSONNES ACCUEILLIES DANS LE DÉPARTEMENT



### 🔥 RÉPARTITION DES ACCUEILS À MARSEILLE PAR ARRONDISSEMENT



### 📁 PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)  
Conseil départemental 13  
Direction départementale de la cohésion sociale  
Direction départementale du droit des femmes et à l'égalité  
Ville d'Aix-en-Provence  
Ville de Marseille  
Région Sud

### 📁 PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

Centre hospitalier d'Aix-en-Provence  
Établissement et service d'aide par le travail (ESAT) Les Argonautes  
Espace jeunesse d'Aix-en-Provence  
Maison des adolescents de Salon-de-Provence  
Maison régionale de santé d'Istres



# L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

## vers une égalité filles-garçons ?

♦ En 2018, le Planning Familial 13 est intervenu dans **56 établissements**

♦ **10 154 élèves ou étudiant-e-s** ont été concerné-e-s par nos actions

### COLLÈGES

♦ **20 collèges** dont **10** à Marseille et **10** dans le reste du département

♦ **162 interventions** en classe : **4249 élèves**

♦ **1 stand** : **180 élèves** rencontré-e-s

### LYCÉES

♦ **12 lycées** dont **4** à Marseille et **8** dans le reste du département

♦ **53 interventions** en classe : **1 343 élèves**

♦ **6 stands** : **905 élèves** rencontré-e-s

### AUTRES ÉTABLISSEMENTS

♦ **14 structures** accueillant les jeunes hors temps scolaire dont **7** à Marseille et **7** dans le reste du département

♦ **67 interventions** : **1 962 jeunes**

### AUPRÈS DES ÉTUDIANT-E-S

♦ **10 établissements** concernés dont **5** à Marseille et **5** dans le reste du département

♦ **32 séances** : **491 étudiant-e-s** rencontré-e-s

♦ **25 stands** : **970 étudiant-e-s** rencontré-e-s

### PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)  
Caisse primaire d'assurance maladie  
Conseil départemental 13  
Éducation nationale  
Région Sud

### PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

Centres gratuits d'information, de dépistage et diagnostic (CeGIDD)  
Centres de planification et d'éducation familiale (CPEF)  
Centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS)  
Infirmier-ère-s scolaires et équipes éducatives

**En 2018 le Planning Familial 13 a été essentiellement interpellé pour travailler avec les jeunes sur le thème des inégalités filles-garçons. Le contenu de ces interventions soulève la question suivante : comment concrétiser dans la vie réelle l'idéal de l'égalité filles-garçons ?**

La thématique des inégalités filles-garçons est connue des élèves et a déjà été travaillée de façon transversale dans les enseignements. Ainsi cette année, les séances suivant une séance de théâtre forum ont démarré pour la plupart par des témoignages d'élèves relevant que les « clichés », les « stéréotypes », les « discriminations », les « inégalités », le « sexisme » montrés dans les scénettes étaient des notions auxquelles ils/elles avaient déjà réfléchi en cours de français ou d'histoire.

Ce portage pédagogique, sans doute associé à une actualité médiatique marquée cette année par les questions de harcèlements et de violences sexistes, semble permettre aux élèves d'avoir une meilleure définition et connaissance de ces notions.

**« Stéréotypes » et « inégalités », des notions connues mais sans réel impact dans la vie quotidienne**

Ces éléments peuvent nous rendre optimistes sur des comportements plus égalitaires et plus respectueux de la part des jeunes générations. Néanmoins les animateur-trice-s ont remarqué que ce contexte, apparemment propice, ne permet pas vraiment de donner corps à ces notions, ni de réfléchir à la complexité des relations dans lesquelles s'inscrivent les jeunes. En effet, la connaissance des définitions et des polémiques actuelles, sans articulation à des éléments de vécu,

conduit parfois à des séances compliquées, avec des positions très tranchées dans la théorie mais peu appliquées dans la réalité. Cela tend malheureusement à réduire les questions de discrimination et de sexisme à un contenu moral, à un discours qui dit : « c'est mal », mais qui ne favorise pas forcément le repérage de ce en quoi et pourquoi nous sommes tou-te-s pris-e-s dans des injonctions et des assignations de genre.

**S'axer sur le vécu pour que les interventions fassent sens**

Pour permettre cette articulation, les conseiller-e-s s'appuient sur la dynamique des discussions et des débats avec les jeunes. Nous notons que c'est souvent à la faveur d'une parole plus authentique et plus axée sur les vécus des adolescent-e-s qu'une mise en perspective est rendue possible : en parlant du corps qui change, des complexes, des relations familiales, du passage du statut d'enfant à celui d'homme ou de femme, de l'entrée dans la sexualité, des attirances... Les animateur-trice-s du Planning Familial 13 essaient d'aller creuser du côté des vécus et des ressentis en apportant de la nuance au regard des différentes situations auxquelles ils/elles peuvent être confronté-e-s à l'adolescence. Ainsi, une élève a eu ces mots : « les questions que vous nous posez sont plus difficiles que celles qu'on nous pose en classe ».

« On voudrait l'égalité entre les filles et les garçons mais en fait, on se rend compte qu'à cause de notre histoire, notre éducation, c'est plus fort que nous, c'est ancré en nous, on reproduit les stéréotypes. »

« Les filles, on dirait qu'on est une maladie. »

« Des fois, on traite les filles de putes. Mais on le pense pas, c'est juste pour faire comme les autres. »



## dans la continuité et l'adaptation

Le Planning Familial 13 a poursuivi en 2018 l'accompagnement de professionnel·le·s dans le cadre de ses formations « Genre, écoute, sexualités », « Handicap et alors ? », « Animer le Prodas », tout en répondant à des demandes de formations sur mesure. Cela représente tout un panel de formations qui constitue une offre à la fois réactive et créative !

Formation CCF session 2018-2019



Le **Conseil départemental 13** a confié au Planning Familial 13 la formation « Communication brève liée à la sexualité », destinée à l'ensemble du personnel travaillant dans les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) et dans les centres de planification et d'éducation familiale (CPEF) du département. Cinq sessions, en équipe pluridisciplinaire, ont permis à 72 personnes de mieux appréhender les enjeux de la vie affective et sexuelle dans leurs pratiques et de développer une culture professionnelle commune dans le champ de la santé sexuelle, conformément aux orientations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Un partenariat de longue date avec l'**Association de formation et d'action sociale des écuries de courses (Afasec)** s'est prolongé en 2018 par la mise en œuvre à l'échelle nationale d'une formation adressée aux personnes investies dans l'action sociale et l'animation, avec pour objectif une meilleure promotion de la santé. Elle a favorisé l'outillage des équipes autour des problématiques rencontrées dans leurs pratiques, ainsi qu'une conscientisation et une mobilisation autour de la prévention des violences dans le milieu des courses hippiques. Cette dynamique s'est poursuivie par la création, avec les comédien·ne·s du Planning 13, d'un modèle de théâtre forum dédié.

Les équipes sociales du **Crous Aix-Marseille-Avignon** ont exprimé le besoin d'être mieux outillées pour accompagner les violences sexuelles et sexistes auprès des étudiant·e·s. Le Planning Familial 13 leur a proposé une formation sur les questions liées au genre et aux violences, s'attachant plus particulièrement à analyser avec elles les déclinaisons complexes de la notion de consentement.

Dans la continuité du partenariat engagé depuis 2015 avec l'**Association pour la réadaptation sociale (ARS)**, une quatrième session de formation a eu lieu en 2018 pour la formation de son personnel à une meilleure prise en compte de la vie affective et sexuelle.

Le Planning 13 n'a pas hésité à s'associer à ses partenaires de terrain sur des projets expérimentaux, comme la démarche de parrainage autour du nouveau traitement du virus de l'hépatite C, portée par l'association **Asud**, à travers la formation à la **relation d'aide pour les personnes relais**. Enfin, une nouvelle session de la **formation qualifiante au conseil conjugal et familial** a débuté en 2018. Seize stagiaires suivent un parcours de formation de plus de 400 heures sur deux ans, assorti d'une expérience de stage pratique conséquente. Cette aventure collective mêle les stagiaires et l'équipe du Planning 13 dans une implication conjointe autour des apprentissages, qui impose adaptation et créativité permanente.

◆ **448 personnes** ont bénéficié d'une formation dispensée par le Planning 13 en 2018

### PRINCIPALES ACTIONS DE FORMATION RÉALISÉES EN 2018

◆ Formation qualifiante au conseil conjugal et familial (session 2018-2019)

◆ **12 sessions** « Animer le Prodas »

◆ **5 sessions** « Genre, Écoute et Sexualités »

◆ **4 sessions** « Handicap, vie affective et sexuelle »

◆ **5 sessions** « Communication brève liée à la sexualité »

◆ **4 sessions** de formation « sur mesure »

◆ **17 interventions** en cursus médical et paramédical

« Je me suis posée un million de questions durant les trois premiers jours qui ont été bénéfiques, avec une formatrice dynamique et un groupe en cohésion. Merci pour cette découverte tant personnelle que professionnelle. »

Participante de la formation à l'Afasec

### PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)

Conseil départemental 13

Éducation nationale

Organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA)

Politique de la ville :

– Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

– Ville de Marseille

Région Sud



# AUPRÈS DES PARENTS ET DES ENFANTS

## Le Prodas et l'accompagnement à la parentalité

### RÉSEAU D'ÉCOUTE, D'APPUI ET D'ACCOMPAGNEMENT

◆ 29 professionnel·le·s accompagnés

### PRODAS SUR L'ANNÉE SCOLAIRE

◆ 47 enseignant·e·s formé·e·s

◆ 228 séances d'accompagnement

◆ 10 classes de maternelle, 246 élèves

◆ 8 classes de primaire, 192 élèves

◆ 57 professionnel·le·s accompagnés dans le cadre de l'autonomisation

Un élève :

« Merci d'avoir appris à ma maîtresse à faire le cercle magique ! Ça m'a fait du bien, parce que ça m'a libéré de pouvoir raconter mes histoires... J'aimais raconter mon histoire mais j'aimais aussi entendre les autres, c'était important pour moi. »

Le Planning 13 mène des actions qui visent le développement des compétences émotionnelles et sociales en matière de relations à soi et aux autres. Accompagner les parents et les professionnel·le·s qui travaillent auprès des familles s'inscrit pleinement dans cette démarche qui contribue à l'amélioration du bien-être des enfants et des parents et à la valorisation des ressources des personnes.

### PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AFFECTIF ET SOCIAL (PRODAS)

Le Prodas a été conçu aux USA et diffusé dans différents pays. Ce programme repose sur des cercles de parole et des activités pédagogiques. Plusieurs recherches ont démontré ses effets positifs sur les compétences émotionnelles et sociales des enfants. Depuis 2005, le Planning Familial 13 expérimente l'adaptation du programme dans des écoles maternelles et élémentaires situées en réseau éducatif prioritaire renforcé (REP+) de Marseille. En 2018, celui-ci aura concerné au total une douzaine d'écoles.

**Cependant, une réorganisation a été nécessaire après le retrait de la formation Prodas du plan académique de formation au niveau départemental, où elle était inscrite depuis une dizaine d'années.**

La formation a été basculée sur le plan de formation des circonscriptions concernées par le programme. Malgré cette adaptation, d'autres changements sont encore prévus :

- la réduction du temps de formation et du temps d'accompagnement des enseignant·e·s sur les écoles historiques du dispositif dans le cadre du contrat de ville ;
- la poursuite de la mise en œuvre du programme selon les modalités habituelles sur le groupe scolaire Pommier/National (3<sup>e</sup> arrondissement) dans la perspective d'une évaluation par Santé publique France ;
- le lancement d'une expérimentation du programme en lycée professionnel à partir de la rentrée 2018.

Tous ces changements seront déterminants pour les prochaines années de mise en œuvre du programme.

**La régionalisation du programme se développe depuis 2015 :** l'Agence régionale de Santé PACA soutient un développement du Prodas à l'échelle régionale, avec le Planning Familial 13 comme pôle de compétence. Ainsi, après la formation de l'équipe du Planning Familial du Vaucluse (84) et de celui des Hautes-Alpes (05), c'est un groupe de maîtres RASED des Alpes-de-Hautes-Provence (04) qui a été formé au Prodas fin 2018. Parallèlement à ces nouvelles mises en œuvre, une équipe de recherche du service d'évaluation médicale de l'Assistance publique des Hôpitaux de Marseille travaille sur l'accompagnement à la transférabilité du programme dans le Vaucluse.

Dans un « cercle magique » du Prodas



© Lisa Tichané

Dans le cadre de la régionalisation, le Planning Familial 13 intervient également à l'École supérieure du professorat et de l'éducation (Espé) :

- dans la formation initiale des futur-e-s enseignant-e-s, sous la forme de journées ou demi-journées de formation ;
- sous la forme d'une formation complète à l'animation du programme auprès d'un groupe de formateur-trice-s.

### Les rencontres internationales du Prodas ont eu lieu en avril 2018 à Marseille.

Elles ont réuni une cinquantaine d'animateur-trice-s et de formateur-trice-s Prodas de France, du Québec et de Belgique. Ces rencontres ont été l'occasion de partager les expériences de mise en œuvre du Prodas en francophonie et de travailler autour de différentes thématiques dans la perspective de pérenniser le programme sur ses différents sites d'implantation.

Rencontres internationales du Prodas en avril 2018



## ACCOMPAGNER LES PARENTS

Depuis plusieurs années, le Planning Familial 13 rencontre des groupes de parents. Ces actions lui permettent de :

- **proposer des espaces de parole autour des questionnements et des difficultés rencontrés par les parents** : désir ou non-désir d'enfant, communication parents-enfants, grossesse et accouchement, contraception, relations avec l'école, séparation des parents, enfant ou adolescent-e en situation de handicap... ;
- **informer sur le développement de l'enfant et de l'adolescent-e**. La santé des enfants et des jeunes est importante pour les parents qui s'informent sur le sommeil, les écrans, les étapes du développement des jeunes enfants ou des adolescent-e-s. Leurs attentes portent également sur l'autorité, les limites à poser, la colère des enfants, les émotions et l'estime de soi ;
- **accompagner et soutenir les parents dans la prise en compte des stéréotypes liés au sexe dans l'éducation des enfants**. Lors de ces temps, les échanges portent sur la place des filles et des garçons à l'école ou au collège, et les relations entre les filles et les garçons. L'éducation,

ainsi que les attentes sociales qui pèsent sur les mères et sur les pères sont au cœur des échanges ;

- **accompagner des professionnel-le-s qui travaillent auprès des parents**. Avec le soutien de la Caisse d'allocations familiales 13, dans le cadre du Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), le Planning 13 anime trois réseaux à Marseille : le réseau Centre, regroupant les structures des 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> arrondissements, le réseau 13-14 ouvert aux professionnel-le-s des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements et le réseau 15-16 accueillant les structures des 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements. Ces rencontres sont des espaces ressources pour les professionnel-le-s, des moments de réflexion collective et de prise de recul.

La diversité des structures et des fonctions des professionnel-le-s engagé-e-s permet d'enrichir les échanges, et d'améliorer le travail en réseau. Équipements sociaux, associations, structures médico-sociales participent régulièrement aux réunions de réseaux.

Un enseignant :

« Le Prodas a changé mon regard sur les apprentissages : avant c'était ma priorité, j'avais beaucoup d'exigences et peu d'égard envers les élèves. Le Prodas m'a aidé à relativiser et à laisser les apprentissages de côté, quand cela stresse trop les élèves, pour y revenir de façon plus productive une fois le calme retrouvé. Je ne vais pas non plus passer une année sans connaître quelque chose d'eux. Dans la cour, je peux prendre en considération le ressenti des élèves, l'accueillir. La gestion des conflits est devenue naturelle, j'ai plus de billes et plus d'écoute. Ça a changé ma confiance en moi, et je me suis autorisé à leur faire confiance : l'atmosphère de la classe a changé. »

## ÉDUCATION À LA VIE DANS LES 13<sup>E</sup> ET 15<sup>E</sup> ARRONDISSEMENTS

- ◆ 13,5 classes concernées, dont 2 classes de maternelle, 3 CP et 8,5 CM2
- ◆ 296 enfants, dont 154 filles et 142 garçons
- ◆ 36 professionnel-le-s
- ◆ 37 parents

## PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)  
Caisse d'allocations familiales (CAF)  
École supérieure du professorat et de l'éducation (Espé)  
Éducation nationale  
Ville de Marseille  
Politique de la ville :  
– État  
– Ville/Métropole

## PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

Équipes éducatives élargies  
Coordinateur-trice-s du réseau d'éducation prioritaire (REP)  
Enseignant-e-s  
Travailleur-euse-s sociaux-ales



# LE PLANNING FAMILIAL

## dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements de Marseille

### DANS LES 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> ET 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENTS

- ◆ **Prodas** : 188 personnes
- ◆ **Handicap** : 35 personnes
- ◆ **Formations** : 116 personnes
- ◆ **Accueils collectifs** : 941 personnes
- ◆ **Accueils individuels** : 4 875 personnes (permanences d'écoute et consultations médicales au siège de l'association)
- ◆ **Accompagnement des professionnel-le-s** : 22 personnes

### PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)  
Atelier Santé Ville  
Conseil départemental 13  
Direction régionale du droit des femmes et à l'égalité (DRDFE)  
Politique de la ville :  
– État  
– Ville/Métropole  
Région Sud

### PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

Action Solidarité Marseille  
Association d'aide aux jeunes travailleurs (AAJT)  
Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (AFEV)  
Centre d'éducation maternelle (CEM) Lou Cantou  
Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Claire Joie  
Collèges Longchamp, Jean-Claude Izzo  
Contact Club  
Écoles Parmentier, la Busserade, Révolution, Strasbourg  
Foyer Honnorat Hospitalité pour les femmes (HPF)  
Hôtel de la Famille Logisol  
Institut thérapeutique éducatif et pédagogique Serena  
Lycée Le Chatelier  
Mot à Mot  
Pamplemousse Enflammé  
Petitapeti

Les rencontres menées par le Planning Familial 13 sur le territoire Grand Centre Ville de Marseille amènent au constat que la précarité des publics et la fragilité des structures accueillantes sont de plus en plus importantes.

Le projet « Genre, écoute et sexualités » s'inscrit dans le plan local de santé publique. Il cherche à sensibiliser des structures socio-éducatives de territoires prioritaires de la politique de la ville aux questions de vie affective, relationnelle et sexuelle. Pour cela, le Planning Familial 13 propose d'accompagner les professionnel-le-s selon différentes modalités :

- formation et analyse des pratiques ;
- appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions ;
- soutien autour de situations individuelles ;
- interventions collectives auprès d'enfants, de jeunes et d'adultes.

Ces rencontres sont alimentées par les échanges de pratiques entre professionnel-le-s de mêmes territoires, pour favoriser l'interconnaissance des lieux ressources. Cela permet de développer les interventions du Planning 13 de manière cohérente et concertée avec les acteurs et actrices du territoire, en lien avec les problématiques qu'ils/elles repèrent.

En 2018, les échanges ont mis en évidence la grande précarité et la vulnérabilité des personnes vivant sur ces territoires. Lors d'une rencontre organisée à la demande des professionnel-le-s sur les violences sexuelles, ils/elles ont pu faire part de leur sentiment d'impuissance face à la complexité de certaines situations.

Le Planning Familial 13, dans ses actions en direction du public adulte principalement composé de femmes, voit ressortir certaines difficultés de façon très prégnante : l'insalubrité ou l'exiguïté des habitations, le chômage et les difficultés financières, les parcours migratoires douloureux, les réseaux de prostitution... Ces problématiques se superposent aux questions de vie affective, relationnelle et sexuelle telles que l'éducation des enfants par des femmes seules, l'isolement affectif (famille restée dans le pays d'origine, moins de solidarité dans le pays d'accueil), les violences dans le couple, le sexisme ou encore les inégalités de sexe.

Les politiques de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale, d'accueil des migrant-e-s sont souvent insuffisantes pour faire face à ces situations qui génèrent de grandes souffrances pour les publics et pour les professionnel-le-s qui les accompagnent.

Par ailleurs, l'augmentation de la précarité et les baisses de moyens subies par les services publics et les associations viennent saturer les dispositifs d'aide et d'accompagnement, fragiliser les professionnel-le-s et ainsi freiner l'accès aux droits, aux soins et à l'information pour les publics.

Ces constats renforcent le Planning 13 dans sa volonté de travailler en réseau sur le territoire du Grand Centre Ville de Marseille, afin d'améliorer l'accueil et le soutien aux personnes.



### 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

5 432 personnes



### 2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

242 personnes



### 1<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

503 personnes



Accueil individuel



Accompagnement des professionnel·le·s



Handicap



Établissements où intervient le Planning Familial 13



Accueil collectif des scolaires



Accueil collectif des autres publics



Prodas



Formation



# AUPRÈS DES MINEUR·E·S SOUS MAIN DE JUSTICE

## des actions de prévention

◆ 24 professionnel·le·s rencontré·e·s

◆ 30 jeunes concerné·e·s :  
9 filles et 21 garçons

– Établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) La Valentine : 7 garçons

– Quartiers pour mineures des Baumettes : 6 filles

– Centre éducatif fermé (CEF) Les Cèdres : 7 garçons

– Foyer et unité éducative d'hébergement collectif (UEHC) des Chutes-Lavie :  
3 filles et 7 garçons

### PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)

### PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

Administration pénitentiaire

Le partenariat entre le Planning 13 et la Protection judiciaire de la jeunesse a débuté il y a une dizaine d'années, à la suite de l'ouverture de l'établissement pénitentiaire pour mineurs de la Valentine. Depuis, les interventions ont été élargies au quartier des mineures des Baumettes, au centre éducatif fermé des Cèdres et à l'unité éducative d'hébergement collectif des Chutes-Lavie. Dans toutes ces structures, les séances d'éducation à la sexualité se sont adaptées aux différents groupes et aux contraintes liées au cadre, mais également aux interactions des jeunes entre eux.

### Un jeu d'échauffement corporel

© Patrick Gherdoussi



## FOCUS SUR LE « THÉÂTRE IMAGE » CRÉÉ À L'ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE POUR MINEURS

Le « Théâtre Image » est un projet qui a mobilisé six adolescents garçons volontaires, choisis par les éducateurs des différentes unités. Il a été mené par une conseillère et une comédienne de la troupe de théâtre forum du Planning 13. L'objectif de cette activité était de travailler sur la conscience et l'expression de différentes émotions, par le biais de scénettes ou d'images fixes construites par les jeunes. La particularité de cette approche, en travaillant sur l'image, a été de permettre l'identification et l'analogie, afin de développer l'empathie. L'accent a été mis sur le travail des postures de victime et d'agresseur, ainsi que sur l'expression des émotions, en essayant d'éviter l'autocensure. Le souhait était de créer un espace de valorisation et de créativité dans un cadre sécurisant, sans jugement.

Ces rencontres ont été passionnantes : l'implication, l'imagination, la concentration et l'écoute des jeunes ont permis des échanges authentiques et d'une grande qualité. Lors des exercices proposés, comme les moments d'auto-

massages, les jeunes étaient volontaires, respectueux, et les rires présents exprimaient un bien-être de groupe. Ce cadre a permis aux jeunes de confronter leurs points de vue à différents moments. La dynamique du groupe était très positive et les interactions respectueuses et teintées d'attentions. Les jeunes se sont exposés, ont partagé leurs expériences de vie et se sont amusés tout en mettant leurs méninges au travail.

La perspective de travailler avec un photographe professionnel dans l'objectif de réaliser une exposition a particulièrement motivé les jeunes. Le fait qu'il travaille au sein du journal *L'Équipe* et qu'il connaisse des joueurs de football a aussi suscité leur intérêt.

L'éducateur et l'éducatrice de l'EPM ont à la fois encadré, régulé la dynamique du groupe et participé aux jeux théâtraux, construction et mise en place des scènes muettes ou parlées proposées par les jeunes. Leur implication et leurs rôles ont permis le bon déroulement de ces rencontres.

# HANDICAP ET ALORS ?



## promouvoir l'éducation à la sexualité et lutter contre les violences

« Handicap et alors ? » est un programme national du Planning Familial pour agir contre le tabou de la sexualité des personnes en situation de handicap. Il lutte également contre les violences sexuelles, bien trop souvent minimisées et invisibilisées, alors qu'elles concernent massivement les personnes en situation de handicap, et tout particulièrement les femmes. Le Planning Familial 13 propose ainsi aux institutions qui le demandent des temps d'analyse de la pratique, de formations, des entretiens individuels et des groupes de parole.

Session de formation « Handicap et alors ? »



Les actions du Planning 13 s'adressent aux institutions accueillant des personnes en situation de handicap, lorsque ces institutions sont volontaires pour travailler à une meilleure prise en compte de la vie affective et sexuelle des personnes qu'elles accompagnent.

**Chaque structure accompagnée** a bénéficié d'une action spécifique, avec une mise en œuvre adaptée à ses besoins : soutien à la réflexion et à la rédaction d'une charte, séances d'analyse de la pratique, formations, mise en œuvre de groupes de parole et d'information, construction d'un projet d'éducation à la sexualité et proposition d'entretiens individuels au Planning 13. En 2018, vingt-deux structures ont fait appel au Planning Familial 13.

**Du côté des professionnel-le-s**, le Planning 13 travaille sur les représentations autour du handicap et de la sexualité en essayant d'impliquer les équipes le plus largement possible et à tous les niveaux, de la direction aux équipes de nuit. Cela est nécessaire pour amorcer une dynamique collective et institutionnelle dans la prise en compte de la vie

relationnelle, affective et sexuelle des personnes. C'est cependant un travail de réflexion de longue haleine car dans les institutions, l'organisation de la vie en collectivité prend bien souvent le pas sur les libertés individuelles.

**Du côté des personnes en situation de handicap**, celles-ci investissent fortement les espaces d'écoute proposés par le Planning 13 pour exprimer des problématiques personnelles : elles parlent de leurs questionnements sur leur identité de genre, leur orientation sexuelle, la contraception et l'IVG, la vie en institution et les violences subies ou agies.

**Du côté des familles**, le Planning 13 promeut l'idée d'une éducation à la sexualité adaptée aux différents handicaps et ce dès le plus jeune âge. Une étape indispensable pour renforcer l'affirmation de soi et de son propre désir, en respectant celui de l'autre, dans le but de permettre l'autonomie nécessaire à la construction de relations égalitaires et choisies. L'éducation à la sexualité se révèle, comme pour tous les publics, un moyen efficace de prévention des violences.

- ♦ 22 structures concernées dont 9 nouvelles structures rencontrées pour la première fois
- ♦ 60 professionnel-le-s formé-e-s
- ♦ 5 formations réalisées
- ♦ 291 entretiens individuels
- ♦ 7 groupes de parole avec 26 personnes en situation de handicap et 4 parents
- ♦ 15 rencontres institutionnelles pour 54 professionnel-le-s



Pictogrammes Handicap de la Bibliothèque départementale de prêt de La Corse du Sud

« On nie la sexualité des personnes en situation de handicap quand ils sont jeunes et après on nie qu'ils sont des adultes. »

Réflexion d'un professionnel pendant une formation

### PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)  
Conseil départemental 13  
Région Sud

### PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

Établissements d'accueil des personnes en situation de handicap



# PARTENARIATS

## pour agir face aux situations de précarité

◆ 348 personnes ayant participé à un ou plusieurs groupes de parole

### PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé (ARS)  
Politique de la ville :  
– État  
– Ville/Métropole  
Ville de Marseille  
Région Sud

### PARTENARIATS OPÉRATIONNELS

Antenne Garantie Jeunes  
Atelier Jasmin  
Association d'aide aux jeunes travailleurs (AAJT)  
Association services médiation Maignane  
Autres Regards  
Collectif Femmes Plus  
Centre social La Martine  
Centre social La Solidarité  
Centre social L'Olivier bleu  
Centre social Tivoli  
École de la deuxième chance  
Foyer Saint-Joseph Afor  
Hospitalité pour les femmes  
La Corniche, centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA)  
Maison de l'apprenti  
Maison pour tous Corderie  
Maison pour tous Saint-Louis  
Médecins du Monde  
Mission locale Est Étang de Berre

**Le Planning 13 intervient auprès d'un public fortement précarisé et vulnérable, notamment via le « Plan d'action population générale » et le « Programme régional pour l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies » de l'Agence régionale de santé. Ces actions touchent des personnes cumulant des facteurs de précarité qui les mettent en difficulté ou les isolent. L'objectif de ces actions est de leur faciliter l'accès aux soins en adaptant les permanences d'accueil du Planning Familial 13 à leurs besoins et en créant des groupes de paroles et d'échanges.**

Pour aller à la rencontre d'un public adulte fortement précarisé, le Planning Familial 13 crée des liens et des passerelles avec les structures qui les accueillent habituellement. Les conseillers organisent avec elles des séances en groupe dans les locaux du Planning 13 ou bien se déplacent dans ces structures. Ces partenariats ont pour objectif de faciliter l'accès du public au centre de planification et d'éducation familiale, pour un accueil et un accompagnement adaptés aux besoins et aux contraintes des personnes. Celles-ci peuvent ainsi avoir accès à un accueil individuel médicalisé (consultation d'orthogénie quotidienne et sans avance de frais) et démedicalisé (espace de parole en entretien individuel). Des partenariats se sont ainsi noués avec la mission Roms de Médecins du Monde ou Autres Regards.

La durée est une donnée importante pour que ces actions aient du sens car les rencontres avec le public s'organisent souvent en plusieurs séances et sous forme de groupes de parole.

En 2018, plusieurs tendances se dégagent de ces actions. La plus significative est la composition des groupes rencontrés dans les centres d'accueil

de demandeurs d'asile (CADA) et les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) : il y a désormais une majorité de personnes avec un parcours migratoire et un grand nombre de femmes qui viennent, entre autres, du Niger et du Nigeria. Lors des groupes de parole il est parfois difficile de trouver des façons de communiquer et de se comprendre quand la barrière de la langue est trop forte.

Le travail avec des groupes d'hommes apparaît de plus en plus pertinent. Il permet d'échanger à partir de leurs interrogations concernant les normes, les codes sociaux et les échelles de valeurs différentes — si toutefois, comme pour les groupes de femmes, la barrière de la langue ne demeure pas infranchissable. Dans ce contexte, les CADA mobilisent souvent des interprètes mais pour les CHRS, cela reste plus complexe à organiser. Partant du constat que cela constitue un frein important à la mise en lien, le Planning Familial 13 a démarré un travail conjoint avec l'association Osiris afin de faire appel à leurs compétences. Le domaine de l'interprétariat est délicat car la traduction par une tierce personne peut influencer sur le sens, la finesse de l'expression de la parole et interférer dans la relation et la confiance qui sont en jeu.

# LES ACTIONS DU PLANNING FAMILIAL DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

24 152 PERSONNES CONCERNÉES PAR NOS ACTIONS

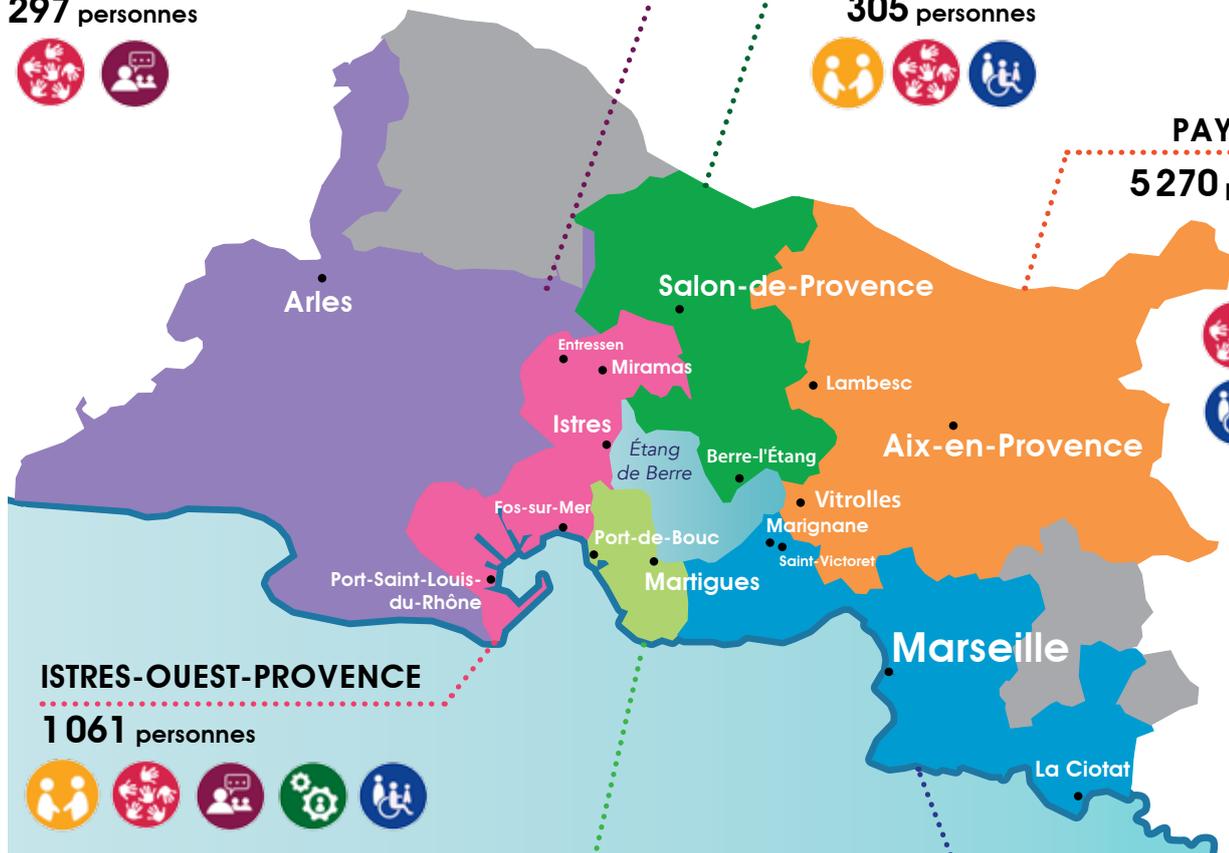
## ARLES-CRAU-CAMARGUE - MONTAGNETTE

297 personnes



## PAYS SALONNAIS

305 personnes



## PAYS D'AIX

5 270 personnes



## ISTRES-OUEST-PROVENCE

1 061 personnes



## PAYS DE MARTIGUES

975 personnes



## MARSEILLE PROVENCE

12 405 personnes



### ACTIONS HORS DU DÉPARTEMENT

#### — EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Numéro vert : 3 757 personnes

Formations : 45 personnes

Soutien aux professionnel·le·s : 15 personnes

#### — HORS RÉGION PACA

Formations : 22 personnes



Accueil individuel



Accompagnement des professionnel·le·s



Handicap

● Communes où intervient le Planning Familial 13



Accueil collectif des scolaires



Accueil collectif des autres publics



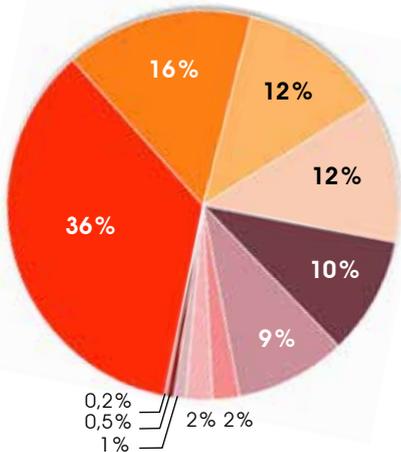
Prodos



Formation

# LE BILAN FINANCIER

## ◆ DIVERSITÉ DES FINANCEMENTS



- Agence régionale de santé (ARS)
- Conseil départemental 13
- Vente de prestation formation
- Région Sud
- État (DDCS, FNPEIS, FONJEP)
- Politique de la ville (État, Région, villes)
- Villes (Aix-en-Provence, Marignane, Marseille, Miramas)
- Mise à disposition de personnel
- Caisse d'allocations familiales
- Aide à l'emploi (ASP)
- Conseils départementaux 06 et 84

En 2018, et cela pour la quatrième année consécutive, le Planning 13 maintient une bonne santé financière qui se confirme pour cet exercice par le résultat très remarquable de 30 k€ d'excédent. Nous nous en réjouissons tout en considérant que c'est un résultat exceptionnel qui est dû essentiellement, d'une part au maintien de nos subventions, +2% par rapport à 2017, et surtout à l'augmentation notoire de nos recettes de prestations de service qui ont doublé cette année, soient +105 k€ par rapport à 2017. Concernant notre financement EICCF-EVARS, le versement d'une subvention complémentaire de 44 k€ par la Direction départementale de la cohésion sociale nous a permis d'éviter le risque avéré de devoir faire face à une année blanche en terme de financement pour l'exercice 2018.

L'augmentation de nos prestations de service s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs, principalement :

- recettes liées un appel d'offre remporté auprès du Conseil départemental pour des prestations de formation en direction des professionnel·le·s des CeGIDD (+20 k€) ;
- déroulement de la formation CCF dispensée par le Planning 13 durant cette année ;
- augmentation des remboursements de soins médicaux par la CPAM (+10 k€) ;
- mise à disposition de salariées à l'AP-HM et à la Confédération du Planning Familial plus importantes que prévues initialement (+40 k€).

Toutefois ces bons résultats sont nuancés par des facteurs négatifs, tels que de nombreux arrêts maladie, difficiles à remplacer en temps voulu et qui ont mis l'équipe salariée en tension concernant la réalisation du volume des actions à maintenir. Cette situation a conduit à un épuisement général partagé au sein de l'équipe. Cet élément est un point de vigilance important pour l'année 2019. L'excédent de 30 k€ viendra renforcer le fonds associatif qui dépassera les 145 k€, signalant ainsi la bonne santé financière de l'association, même si un tel montant reste encore assez peu élevé pour une association de la taille du Planning 13.

Mais attention, les subventions des années 2017 et 2018 ont été plus importantes en raison de la refonte et du remplacement du site [www.parlons-ici.org](http://www.parlons-ici.org) par le site [www.parlons-sexualites.fr](http://www.parlons-sexualites.fr). Ce nouveau site a fait l'objet de subventions complémentaires et dédiées. En conséquence, le budget 2020 devrait être moins important puisque le site [www.parlons-sexualites.fr](http://www.parlons-sexualites.fr) a été achevé en avril 2019 et est désormais en service. En termes de gestion sur l'exercice à venir, il serait bon de créer une provision spécifique en prévision du paiement des retraites annoncées au sein de l'équipe. Il s'agirait au moins pour la première année de provisionner un montant estimé à 54 k€. Notre résultat, bien que non négligeable en 2018, ne nous a pas permis d'initier ce processus. Cet effort financier portera donc très certainement sur l'exercice 2019.

2019 annonce pour le Planning 13 une année de réflexions sur l'organisation du travail, en raison de départs à la retraite et de congés de maternité annoncés. Cela sera en partie formalisées par l'adoption d'un accord d'association en cours de validation. Il s'agira aussi pour le Planning 13 de développer ses actions de terrain en accord avec le projet associatif au niveau local et départemental, tout en maintenant son engagement dans la structuration du mouvement à l'échelle régionale et nationale qui sont des dimensions essentielles pour porter les missions de l'association.

Marie-Annie Handelsman

## RÉPARTITION DES CHARGES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

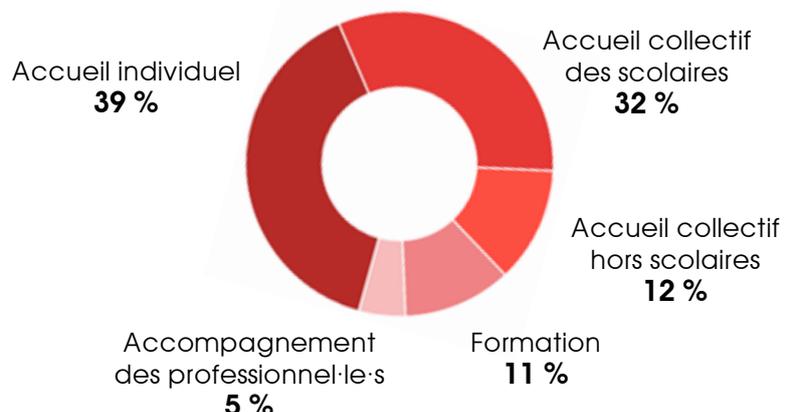
◆ **Accueil individuel** : centre de planification, permanences d'écoute, plateforme téléphonique, site internet

◆ **Accueil collectif des scolaires** : interventions auprès de groupes dans les écoles, collèges, lycées, et auprès des étudiant·e·s

◆ **Accueil collectif hors scolaires** : interventions dans les structures sociales, éducatives et associatives

◆ **Formation** : formation qualifiante conseiller·ère conjugal·e et familial·e et modules de formations courtes

◆ **Accompagnement des professionnel·le·s** : formations, réunions réseau et co-animations



## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2018

Produits	2018	2017
<b>Total services</b>	<b>203 273 €</b>	<b>95 868 €</b>
Subventions État-ARS	593 498 €	560 945 €
Subventions collectivités territoriales	400 900 €	414 530 €
Contrats de ville (État, Région, villes)	78 818 €	94 242 €
ASP Aide à l'emploi	7 878 €	10 529 €
<b>Total des subventions</b>	<b>1 081 094 €</b>	<b>1 080 246 €</b>
Autres produits de gestion	36 966 €	61 406 €
<b>Sous-total avant report</b>	<b>1 321 333 €</b>	<b>1 237 520 €</b>
Report de subventions N-1 sur N	402 724 €	300 055 €
Quote-part subventions équipement	33 221 €	35 045 €
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 757 278 €</b>	<b>1 572 620 €</b>
Produits financiers et exceptionnels	11 841 €	16 214 €
<b>Total des produits</b>	<b>1 769 119 €</b>	<b>1 588 834 €</b>
Valorisation du bénévolat	25 134 €	32 652 €
Charges	2018	2017
Achats	20 734 €	19 331 €
Services externes	179 422 €	156 340 €
Impôts et taxes	40 653 €	35 508 €
Frais de personnel	926 688 €	850 182 €
Autres charges de gestion	23 398 €	21 485 €
<b>Total charges d'activités</b>	<b>1 190 895 €</b>	<b>1 082 846 €</b>
Report de subventions N sur N+1	483 263 €	402 724 €
Dotations provision pour risques		14 991 €
Dotations aux amortissements	42 156 €	45 402 €
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>1 716 314 €</b>	<b>1 545 963 €</b>
Charges financières et exceptionnelles	22 213 €	41 370 €
<b>Total des charges</b>	<b>1 738 527 €</b>	<b>1 587 333 €</b>
Valorisation du bénévolat	25 134 €	32 652 €
Résultats	2018	2017
Produits d'exploitation	1 757 278 €	1 572 620 €
Charges d'exploitation	1 716 314 €	1 545 963 €
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>40 965 €</b>	<b>26 657 €</b>
Produits financiers et exceptionnels	11 841 €	16 214 €
Charges financières et exceptionnelles	22 213 €	41 370 €
<b>Résultat financier et exceptionnel</b>	<b>- 10 373 €</b>	<b>- 25 156 €</b>
<b>Résultat net</b>	<b>30 592 €</b>	<b>1 501 €</b>

♦ **COMMISSAIRE AUX COMPTES :**  
les comptes annuels ont été contrôlés et certifiés par madame Florence Djingueuzian, commissaire aux comptes, CPECF-AUDIT.

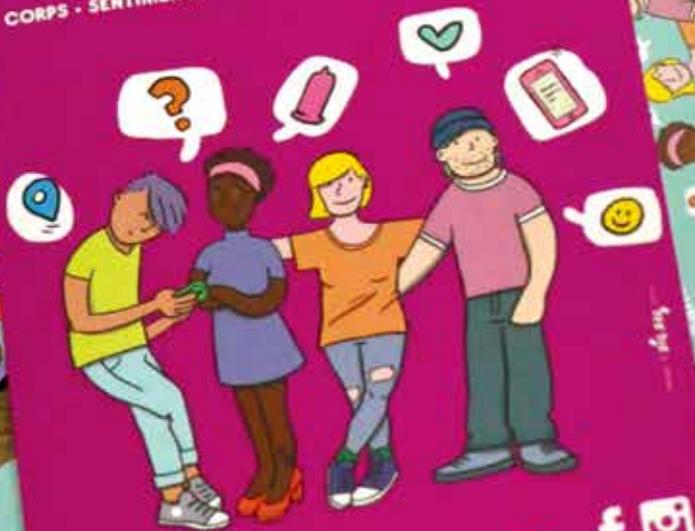
## BILAN AU 31/12/2018

ACTIF	2018	2017
Actif immobilisé	261 387 €	278 053 €
Stocks et créances	211 124 €	335 238 €
Trésorerie Actif	636 286 €	413 264 €
Charges constatées d'avance	4 167 €	2 720 €
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 112 964 €</b>	<b>1 029 275 €</b>

PASSIF	2018	2017
Fonds associatifs	344 379 €	347 008 €
Provisions pour risques et charges	10 761 €	34 054 €
Fonds dédiés	478 925 €	402 724 €
Dettes	219 021 €	245 489 €
Produits constatés d'avance	59 878 €	
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 112 964 €</b>	<b>1 029 275 €</b>

# PARLONS SEXUALITÉS

CORPS • SENTIMENTS • CONTRACEPTION • IVG • VIOLENCES



[www.parlons-sexualites.fr](http://www.parlons-sexualites.fr)



# PARLONS SEXUALITÉS

Un site pour informer  
et orienter les jeunes  
en région Provence-  
Alpes-Côte d'Azur

Établissements et professionnel-le-s  
de santé, vous souhaitez être référencé-e-s ?  
Contactez-nous.

[pro@parlons-sexualites.fr](mailto:pro@parlons-sexualites.fr)



REGION  
SUD

PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



 **le planning familial 13**

106, boulevard National  
13003 Marseille  
Tél. : 04.91.91.09.39

[www.leplanning13.org](http://www.leplanning13.org)  
[www.facebook.com/planningfamilial.bdr](https://www.facebook.com/planningfamilial.bdr)